

Les apports du Conseil National de la Résistance dans nos secteurs

Intervention de Jean Magniadas (première partie)

Pour parler du Conseil National de la Résistance, de son programme, on ne peut pas se dispenser de faire une investigation sur la période historique dans laquelle il s'inscrit.

Ce n'est pas une période très longue finalement, une douzaine d'années dans lesquelles il va se passer énormément de choses et je l'avoue, j'ai été surpris en écrivant de l'intensité des événements durant cette période. Il y a à la fois l'effondrement du Front Populaire, la guerre, le coup d'état de Pétain, l'instauration du régime de Vichy, la constitution progressive de la Résistance, l'occupation allemande et ses méfaits.

C'est donc une période chargée, chargée d'événements et si j'insiste sur ce point, c'est pour faire comprendre que l'opinion française, l'opinion des salariés va beaucoup se modifier.

Une douzaine d'années, ce n'est pas très long, à l'échelle de l'histoire mais ce sont douze années de bouleversement. Je vais donc être amené à évoquer assez rapidement l'ensemble de la période car plusieurs d'entre vous n'ignorent pas ce qui s'est passé à cette époque et en plus, on ne peut pas approfondir chacun des points. Il y a des livres d'histoire valables qui traitent de cette période.

Il faut quand-même rappeler la défaite, la défaite au vrai sens du terme, la dissolution, la disparition, on peut l'appeler comme on veut, du Front Populaire.

Celui-ci a apporté un nombre incontestable de réalisations et son effondrement est vécu douloureusement par les salariés.

Il y a une sorte de repli des gens sur eux-mêmes dès la fin du Front Populaire, d'autant que cette fin est marquée par des mesures que l'on qualifierait aujourd'hui d'austérité et qui font mal.

Il y a donc un très grand désappointement d'une partie de la population salariée qui s'était syndiquée massivement. En 1936, il y a un reflux considérable des effectifs de la CGT.

C'est donc une période d'un grand trouble dans les esprits.

Vous savez, il y a un slogan réactionnaire qui est resté célèbre : quand, à la fin du Front Populaire, le pouvoir est pris par le Parti Radical allié avec la droite, Paul Reynaud, Président du Conseil, s'illustre par ce slogan, «alors fini la semaine des deux dimanches».

Ça montre d'ailleurs combien, si on pense à aujourd'hui, la question du temps de travail est finalement quelque chose de très important et très important pour la bourgeoisie parce qu'il est plus facile d'augmenter les prix et de revenir ainsi sur les salaires que de revenir sur la durée du travail.

J'aime bien citer ce slogan car il est caractéristique.

Cette période du Front Populaire était d'ailleurs une réaction à cela.

C'est aussi l'époque de la montée du fascisme dans le monde, ne l'oublions pas et c'est aussi celle de la marche vers la guerre, à partir de la montée du fascisme et des initiatives de l'Allemagne nazie pour élargir son territoire, avec l'occupation de l'Autriche et bientôt l'envahissement de la Tchécoslovaquie.

La guerre mondiale constituera le plus grand conflit que l'humanité ait connu avec plus de 100 millions de combattants et 61 nations déployant les hostilités sur 22 millions de km². Enfin c'est vraiment un conflit comme l'humanité n'en n'avait jamais connu dans son histoire et en France.

«La drôle de guerre» qui conduit à ce que le grand historien Marc Bloch a appelé « l'étrange défaite ».

L'étrange défaite parce que elle est marquée par l'inertie de l'Etat Major français, par la non préparation, par le désir de l'échec du Front Populaire.

Vous savez, une partie de la bourgeoisie a comme politique «plutôt Hitler que le Front Populaire».

Cela s'est traduit par son ralliement rapide au gouvernement de Vichy et au coup d'état car il s'agit bien d'un coup d'état que Pétain va tenter. Pétain est un homme de droite depuis toujours, on le savait.

Mais ce n'était pas cet aspect là qui était le plus connu. C'était le «vainqueur de Verdun», le «Maréchal de France», le seul qui restait en vie parmi les maréchaux de la guerre de 14/18 donc auréolé d'un grand prestige notamment auprès des anciens combattants.

Pétain va purement et simplement s'emparer du pouvoir dans les formes légales par la faillite de la majorité des députés. Il va abolir la troisième République et c'est dans ce contexte que va naître et se développer lentement, il faut bien le dire car il ne pouvait en être autrement, le désarroi profond que connaîtra alors notre pays.

Et puis il faut penser que la guerre c'est aussi la venue des grandes difficultés matérielles, les difficultés de ravitaillement, l'exode, les gens qui fuient sur les routes, les prisonniers, les entreprises quand la France se réorganise un peu qui établissent des succursales dans la zone occupée. C'est la France coupée en plusieurs zones. Donc il y a un très grand désarroi, des tentations assez compréhensibles d'un dégoût pour la chose publique, de repli, de repli sur soi de la part des gens.

«Il faut bouffer» devient pour beaucoup notamment dans les grandes villes, la principale préoccupation des gens. On se débrouille donc pour essayer de trouver bientôt des tickets de rationnement, le marché noir, etc...

Enfin, il faut se représenter, c'est ce à quoi je voudrais vous rendre sensibles, l'état mental, l'état de réflexion. Il y a les journaux, bien évidemment ils se sont retournés, il y a

des titres qui subsistent (le Figaro par exemple). Les journaux ont versé très rapidement dans la collaboration avec le régime de Vichy et vous le savez, c'est aussi la faillite des élites politiques, la majorité écrasante du Parlement qui se rallie au Maréchal. Cela veut dire que Pétain aura toute faculté de promulguer des actes constitutionnels, ça s'appelle comme ça, cela n'a aucune légalité mais il faudra bien trouver une terminologie pour les nommer.

Ce sont des actes qui seront les bases de son régime autoritaire jusqu'à la fin de l'occupation. La France en 1940 se trouve donc dans un état où dominent le désarroi, la démoralisation, l'inquiétude, auxquels vont s'ajouter les difficultés de communication.

Pensez que les difficultés de communication c'est très important si on veut organiser une résistance. Il faut échanger, il faut prendre des contacts. Tout cela devient de plus en plus difficile, ça devient un exploit. La France est séparée en plusieurs zones, il y a un million cinq cent mille prisonniers de guerre, bientôt rejoints par des milliers de déportés, de déportés de diverses catégories, déportés politiques on le sait mais aussi des déportés du travail, la renforce par la Relève. Cela veut dire que la France est coupée en petits morceaux.

Si j'insiste sur cela, c'est au fond pour rendre hommage au peuple français qui va quand-même en peu de temps, comprendre, mieux comprendre la situation dans laquelle il se trouve et d'où elle vient.

C'est dans ce contexte que va apparaître et se développer la Résistance.

Alors, on peut donc se demander qu'est ce que la Résistance ?

La Résistance c'est un phénomène assez typique de la seconde guerre mondiale. Les historiens ne s'accordent pas nécessairement sur sa définition. Pour ma part, je me sens proche des caractéristiques suivantes : la Résistance, c'est un véritable front de luttes diversifiées, difficiles à délimiter sur le terrain, mais qui est complémentaire des fronts militaires tenus par les Alliés.

Où commence et où s'arrête la Résistance ? C'est difficile à établir.

La Résistance, c'est à la fois des gestes spontanés, individuels, écouter la radio de Londres, celle de Moscou ; pour certains, apporter de l'aide à un homme traqué, des ouvriers faisant grève. C'est ça la Résistance aussi. Et bientôt il va s'agir de groupes organisés qui ne sont pas eux-mêmes sans diversités. Ces groupes se constituent, on ne sait pas toujours très bien comment, les historiens de la Résistance ont apporté des éléments mais ces groupes se constituent souvent par relations, par affinités, par patriotisme indiscutablement. Il n'est pas facile d'organiser des groupes, on est dans la clandestinité, les publications, il y aura des publications nombreuses essentiellement clandestines et puis la Résistance se manifeste de façons très différentes.

Il y a des gens qui se contentent de faire du renseignement, d'autres qui infiltrent un certain nombre de services publics ou de lieux importants pour la guerre. Ce sont tous des actes dangereux ; il y a aussi les passeurs entre les deux zones.

Je voudrais vous rendre sensibles au fait que la Résistance a des aspects multiples.

Des fois ce sont des groupes qui resteront locaux puis il y aura une tendance à l'unification. Unification qui dans ce contexte, tout le monde peut s'en rendre compte, ne peut pas être facile.

Si on évoque les seules forces organisées, il y en aura. Il n'est pas facile de définir la Résistance.

Les premiers, seront sans doute ceux organisés par le Parti Communiste qui a une organisation de résistance : les Francs Tireurs et Partisans Français (FTP).

Mais ce parti ayant été interdit, il s'est habitué à avoir une organisation clandestine et il est beaucoup plus prêt que les autres.

Ce n'est pas un miracle, c'est là l'explication et d'ailleurs, c'est une explication que tout le monde reconnaîtra.

Les résistants n'aimeront pas beaucoup les partis politiques, les premiers résistants, parce que ces partis se sont liquéfiés, discrédités en 1939, en votant les pleins pouvoirs au Maréchal.

Au fond, j'en reparlerai, le seul parti dont les résistants d'opinions très diverses reconnaissent l'existence et l'action, c'est le Parti Communiste. Il doit sa situation d'avoir été mis dans la clandestinité.

Sa qualité c'est d'être organisé et d'être présent très tôt comme force de la Résistance.

Ce n'est pas encore un hasard, ni un produit tombé du ciel, c'est un produit de l'histoire.

Alors il est plus commode de définir la Résistance dans la période déjà de sa maturité où elle se manifeste à travers notamment des organisations.

Dans le programme du Conseil National de la Résistance, la Résistance est définie comme un refus de la défaite et de ses conséquences, comme une entrée volontaire dans le combat.

Elle est aussi caractérisée par ses objectifs. Quels objectifs ?

Libération du pays, rénovation économique et sociale (cela paraît très tôt), démocratie.

Le programme est marqué très clairement par le soutien à la lutte patriotique des résistants avec des différences, des nuances, des divergences mais la lutte patriotique est liée au combat social, à la rénovation politique.

La lutte politique dans le contexte de l'époque, et bien elle possède un contenu social et politique qui est déjà présent dans ses modalités. L'action immédiate de libération est présentée comme le moyen d'abrèger les souffrances du peuple, de sauver l'avenir de la France. Et la Résistance est présentée comme un vaste mouvement national occupant tous les terrains d'action.

Et la Résistance va se colorer de dimensions économiques, sociales, politiques, idéologiques et militaires. Elle doit être présente dans toutes ces sphères, mobilisant les ressources d'énergie du peuple français pour la libération et la rénovation de la France.

C'est en gros la définition que donne le Conseil National de la Résistance.

Vous savez, le mot résistance apparaît très tôt dans cette période mais les historiens ont remarqué depuis longtemps que de Gaulle n'emploie, qu'avec beaucoup de résistance, si j'ose dire, permettez-moi ce mauvais jeu de mot, le mot de résistance. Cela n'est guère surprenant et renvoie finalement à sa volonté d'hégémonie.

Mais il aura et cela vous devez le noter, il aura aussi la nécessité de tenir compte qu'elle existe. Le dilemme de de Gaulle, c'est d'apparaître comme le chef de **toute** la Résistance.

Il est incontestablement le chef de la Résistance extérieure, mais il veut apparaître comme étant à la fois le chef de la Résistance extérieure et de la Résistance intérieure.

Donc, il franchira ce petit obstacle sémantique et il parlera finalement de la Résistance intérieure.

Même comme si nous le verrons, c'est une terminologie que l'on peut penser qu'il n'adopte pas complètement dans toute sa signification.

Une des constantes de l'attitude de de Gaulle, c'est qu'il a besoin de la Résistance intérieure pour s'imposer à la Résistance de l'extérieur ; c'est-à-dire aux gens qui sont à Londres, aux gens qui sont à Alger, mais il a aussi grand besoin de cette position pour prétendre à la direction de la Résistance dans la lutte qui va l'opposer au général Giraud, soutenu plus ou moins ouvertement par les Américains.

Et dans la reconnaissance extérieure dont de Gaulle bénéficie ou ne bénéficie pas à cette époque, il faut compter que les Américains ne veulent pas de de Gaulle.

Ils ont choisi Giraud parce qu'ils pensent qu'avec Giraud, ils domineront beaucoup mieux la politique française. Vous savez de Gaulle, je dois dire, a un combat finalement méritoire à conduire pour s'installer à la tête de la Résistance et pour apparaître comme le représentant de toute la France.

N'oubliez pas, par exemple, que à la Conférence de Yalta, la France n'est pas représentée. Yalta, c'est l'URSS, Churchill, Roosevelt. De Gaulle non, pas de France.

Cela n'empêche pas les limites et les incompréhensions du gaullisme.

De Gaulle n'est reconnu comme chef de la Résistance extérieure qu'après avoir lancé son message du 18 juin 1940 et uniquement par Churchill.

C'est à ce titre de chef des « Français libres » (c'est le titre officiel qu'il prend à l'époque) qu'il est le patron de la Résistance extérieure. Dès lors, il n'aura de cesse et cela interfère directement dans la constitution du

Conseil National de la Résistance, il n'aura de cesse que de se faire reconnaître comme chef de toute la Résistance.

Il ne suffit pas pour cela d'avoir parlé très tôt le 18 juin 1940 à la radio française devant le micro de la BBC.

S'il y a une des rares fois, au tout début où il prononce le mot de Résistance au micro de la BBC, c'est le 18 juin 1940 dans son célèbre message. Il proclame que la flamme de la Résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas».

Incontestablement, l'appel du 18 juin est un appel important, un appel important que vont traduire à leur manière, j'insiste sur «à leur manière» les mouvements de résistance. Ceux-ci vont se constituer par affinités, chacun sa propre histoire, je n'entrerai pas dans les détails, cela nous emmènerait trop loin. Ces mouvements sont d'importances variables. On distingue d'abord huit grands mouvements.

Ce sont les mouvements qui seront représentés dans le Conseil National de la Résistance.

Certains mouvements de moindre importance ne sont pas négligeables, ils ont eu souvent une action très positive. Quelques uns vont d'ailleurs disparaître sous les coups de l'occupant. Les mouvements se renforcent au cours de leur histoire. Ils n'apparaissent pas tous à la même époque.

Ce renforcement dépend du cours de l'histoire en France. Il dépend de l'évolution de l'opinion, des décisions de Pétain, par exemple. Ainsi la Relève va jeter incontestablement dans la Résistance des milliers de jeunes. Mon ami Georges Pompey qui fut le Secrétaire Général de la Fédération des Employés et Cadres m'a raconté que lui, était précisément dans ce cas-là et aurait dû partir en Allemagne au titre de la Relève. Il a choisi de partir dans la Résistance. Il est heureusement tombé sur un mouvement de résistance progressiste, mais il a lui-même ajouté, j'aime citer ce qu'il disait : «c'est un pur hasard, j'aurais pu tomber sur un autre mouvement. Mon problème à l'époque, mon problème de l'instant, c'était de ne pas partir en Allemagne ». Il fut un résistant très actif.

Alors vous voyez il y a des événements de diverses natures qui jouent dans le contexte de l'époque.

J'insiste beaucoup sur le contexte de l'époque. Ces huit grands mouvements, ce sont des organisations de la Libération, où il y a plutôt de gens de droite.

J'ai parlé des problèmes affinitaires, il y a eu des gens de droite résistants qui se retrouvent dans ce mouvement, il y en a deux dans la Résistance.

Là, c'est un mouvement assez apolitique, on y trouve des gens de toutes les couleurs, ils sont rassemblés par affinités patriotiques.

Il y a Combat, mouvement assez important plutôt composé de catholiques, de démocrates chrétiens.

Il y a un petit parti démocrate chrétien avant la guerre de 39. On va retrouver une figure assez emblématique dans ce mouvement, celle de Georges Bidault.

Il y a le mouvement Franc Tireur, plutôt de gauche.

Le Front National, fondé par le Parti Communiste mais qui compte aussi des gens de gauche, des catholiques et des personnalités indépendantes qui avaient été des compagnons de route du Parti Communiste à l'époque du Front Populaire.

Enfin, il y a «Libération Nord» qui est d'orientation socialiste avec une minorité de gauche et même d'extrême gauche où il y avait le contact.

Le grand problème du contact domine toute la Résistance. Il y a aussi « Libération Sud » plutôt de gauche. Il y a l'Organisation Civile et Militaire d'abord assez de droite et qui va évoluer au cours même de la Résistance et va parcourir un chemin qui la pousse plutôt vers la gauche.

Alors voilà ce que l'on peut dire des grands mouvements ; je vous l'ai dit, il y a des mouvements locaux.

Les mouvements vont créer des organisations militaires : ce sont les Francs Tireurs et partisans français, c'est l'Armée Secrète, le Mur enfin, ce sont les mouvements unis de Résistance. Et il va y avoir dans les mouvements des groupes spécifiques.

Je dois citer le célèbre Groupe Manouchian qui est composé d'immigrés ; ce sont des groupes de langue, ça s'appelait comme ça à l'époque, des groupes de la main-d'oeuvre immigrée de la CGT.

Maintenant, je voudrais vous parler du programme du Conseil National de la Résistance. Je vais d'abord parler des difficultés de son élaboration.

Son élaboration a été très compliquée parce qu'il y a plusieurs mouvements, parce qu'il faut constituer le Conseil National de la Résistance et pour constituer le Conseil National de la Résistance, vous savez, il y a des affrontements. Les mouvements de résistance (sauf pour le Parti Communiste, pour les raisons que j'ai expliquées) ils sont assez réticents à la présence des partis politiques à cause de leur faillite de 1939.

On peut comprendre cela. Je ne dis pas qu'ils ont raison d'autant qu'il y a des forces résistantes qui se regroupent autour des partis plus ou moins clandestins.

Par exemple, le Parti Socialiste qui va prendre un certain temps à se reconstituer parce qu'il demeure dominé par les gens qui ont voté les pleins pouvoirs à Pétain et c'est Daniel Mayer qui était à l'époque avant-guerre un journaliste socialiste ou populaire qui va reconstituer le Parti Socialiste. Mais, il ne prendra pas tout de suite l'appellation de Parti Socialiste. Il la prendra dès lors qu'il aura regroupé des forces, des gens qui sont d'authentiques partisans de la Résistance.

Il va notamment regrouper des amis de Jouhaux, ceux qui à l'époque ont clairement pris position pour la Résistance. Les mouvements de Résistance sont très réticents à accepter les partis politiques. Pour les syndicats, c'est plus facile, il y a deux centrales existantes : la CGT qui s'est réunifiée et sa réunification va jouer un très grand rôle parce qu'elle a dans ses rangs à la fois des socialistes et des communistes et cela facilite bien les choses.

Elle a son propre programme, programme qui n'est d'ailleurs pas un programme entièrement unifié car il y a une partie commune et il y a aussi des parties propre à chacune des deux tendances. Cela va s'unifier plus complètement mais au départ, après la réunification syndicale, des divergences demeurent sur certains points.

La réunification syndicale va aussi engendrer un renforcement des actions revendicatives, un essor des mouvements populaires, des manifestations de rue, des actions contre la vie chère et toute une agitation sociale extrêmement positive pour les idées de la Résistance.

Alors, l'élaboration du programme du CNR va être très complexe.

Aujourd'hui, quand on parle du programme du Conseil National de la Résistance, on en parle comme d'une chose acquise mais dans la fin des années 43, ça ne l'est pas encore tout à fait.

Des oppositions demeurent et il y a les difficultés pour la composition de ce Conseil.

C'est quand-même assez caractéristique que tout le monde soit d'accord pour prendre le nom de programme. Ce n'est pas évident à première vue, ce n'est pas sans antécédent dans l'histoire.

La notion de programme, c'est une notion de gauche qui apparaît dès la Révolution de 1789.

Alors que la droite, quand elle fait des manifestes ou des prises de position pragmatique, elle les nomme autrement (déclarations, manifestes, etc..).

Mais le programme, c'est quand même une spécialité de gauche et la notion de programme a surtout bénéficié d'un rayonnement avec le Front Populaire de 1936. Ce n'est pas très loin donc les gens sont bien marqués par les termes.

La constitution du Conseil National de la Résistance va être une préoccupation d'un certain nombre de mouvements dont le Front National qui est lui-même déjà à sa manière une organisation très unitaire.

De Gaulle, avec les préoccupations que j'ai citées tout à l'heure (unification de la Résistance sous sa direction) va charger Jean Moulin d'une mission de coordination et d'unification ou de tentative d'unification de la Résistance.

Alors, Jean Moulin qui est-ce ? Jean Moulin, c'est incontestablement un homme de gauche, il a été au moment du Front Populaire le directeur du Cabinet de Pierre Cot, le ministre de l'aviation qui est lui-même un

homme de gauche, resté fidèle toute sa vie à des idées progressistes et il aura comme particularité d'être dans le Cabinet de Cot chargé de l'aide à l'Espagne. C'est-à-dire que comme le gouvernement Blum a décrété officiellement la non intervention, il sera chargé de la livraison de matériel militaire à l'Espagne Républicaine.

Or le Cabinet, ce n'est pas officiel, c'est officieux/officiel, le cabinet de Cot est également chargé d'aider à reconstituer une aviation pour la République espagnole et cela va marquer très fortement Jean Moulin.

Jean Moulin deviendra incontestablement l'exécutant des décisions de de Gaulle qui le nomme son Délégué en France mais c'est aussi l'ancien Préfet de Chartres.

Comme Préfet de Chartres, quand les allemands rentrent dans la ville de Chartres, il a une attitude très combattante : c'est incontestablement un résistant de la première heure.

Il a donc un certain prestige dans la Résistance et de Gaulle ne le charge pas de mission sans y avoir réfléchi.

Dans l'entourage de de Gaulle il y a assez de gens qui connaissent bien la physionomie politique de la France. De Gaulle le nomme son Délégué Général et il le charge d'unifier la Résistance et c'est avec beaucoup de peine que finalement Jean Moulin va arriver à la constitution du Conseil National de la Résistance.

Jean Moulin est un homme persévérant. Il reçoit de l'aide dans le Conseil National de la Résistance de Pierre Villon qui est le représentant du Front National et finalement ce Conseil se constitue.

J'ai dit que la plus grande difficulté à résoudre, c'était de faire accepter par les mouvements de Résistance la représentation des partis politiques mais Moulin avait quelques formules de vocabulaire adaptées aux circonstances. On parlera des partis, des tendances politiques, ce qui permettra de constituer le Conseil National de la Résistance.

C'est une première étape très positive car sans Conseil, pas de programme.

Cela permettra incontestablement d'unifier la Résistance. Vous savez, les mouvements de résistance, il ne faut pas présenter la Résistance comme quelque chose d'absolument idyllique, ils sont concurrents entre eux pour recevoir du matériel et de l'argent de Londres.

Ce n'est pas une période sans combats internes. Les difficultés de la période peuvent même aiguïser les combats. Alors la création du Conseil National de la Résistance ça apaise des situations parfois un peu conflictuelles et en même temps cela va permettre d'aller vers le programme lui-même.

Pour l'élaboration du programme, c'est une période difficile que de faire un programme avec des gens de droite, même si la Résistance a amené un mouvement général, des idées.

Il va donc y avoir cinq, six programmes qui vont être déposés par les divers mouvements. Je ne vous les citerai pas tous mais il y a celui du Comité d'Action Socialiste, c'est-à-dire le Parti Socialiste qui vient de se reconstituer, il y a un programme qui vient de Londres, qu'on appellera le programme Lafon, il y a le programme de la CGT.

J'ai expliqué ce qui s'était passé après les accords du Perreux. Il y a deux parties : une partie commune, une partie qui n'est pas commune à toutes les tendances réunifiées.

Donc le Conseil National de la Résistance ne peut pas le retenir car il a été décidé qu'il n'y aurait qu'un programme unanime et je crois que c'est une décision qui était assez intelligente.

Le Conseil National de la Résistance va finalement travailler sur le programme du Front National, dernier programme à lui être présenté.

C'est Villon qui le défend. Villon comme représentant du Front National, il n'est pas le représentant du Parti Communiste ; c'est Mercier qui est le représentant du Parti Communiste. Ancien député, il ira ensuite représenter le Parti Communiste à Alger. Mais Villon dit qu'il a eu un entretien avec Frachon et Duclos avant de mettre au point les formules définitives du programme du Conseil National de la Résistance. Cela montre donc combien cette élaboration était complexe. Par exemple la fixation de la position du Parti Communiste sur les nationalisations n'est pas simple car avant 39, le Parti Communiste avait beaucoup critiqué les nationalisations parce que c'était des nationalisations de type social démocrate qui lui étaient proposées.

Or là, dans le programme du Conseil National de la Résistance, il y a déjà l'esquisse de nationalisations d'un autre type, de nationalisations de caractère démocratique.

Finalement, le programme du Conseil National de la Résistance est adopté par le Bureau du Conseil National de la Résistance, car ils ne peuvent réunir que le Bureau. Réunir tout le Conseil, ce n'est pas possible dans les conditions de l'époque et le programme est envoyé à chacun des mouvements.

Les mouvements approuvent avec des remarques et finalement, c'est l'un d'eux qui va être chargé de la mise en place du texte, de sa rédaction définitive.

Je crois que c'est très important cette élaboration parce que même si elle est complexe, longue, difficile, elle est unanime et cela va avoir beaucoup d'importance par la suite.

Je voudrais dire que le programme du Conseil National de la Résistance, ce n'est pas ce qui plaît le plus à De Gaulle.

Le programme du Conseil National de la Résistance comporte deux parties : une première partie sur les mesures à appliquer tant que la guerre dure et que la libération du territoire n'est pas acquise, une seconde partie sur les mesures à appliquer après la Libération.

Alors ce sont les mesures à appliquer après constituant cette deuxième partie qui nous concernent le plus parce que ce sont celles qui vont marquer la constitution de ce que l'on a appelé parfois le modèle social français, ce dont parlait Alain dans son introduction. Ce programme comporte un grand nombre de choses positives. Je ne les énoncerai pas toutes, nous y reviendrons si vous le voulez dans la discussion.

Il s'agit de la Sécurité Sociale, des Comités d'Entreprise, il y a des propositions concernant l'éducation qui donneront lieu ultérieurement au Plan Langevin-Wallon. Il y a toute une série de mesures, il y a l'établissement d'un régime de retraite, il y en a qui ne pourront pas être mises en application immédiatement car la France est dans un tel état que cela ne le permet pas.

Un point que l'on peut reprocher : ce programme prône une nouvelle République (ce sera la quatrième République) mais il ne reconnaît pas le suffrage pour les femmes.

C'est une des grandes faiblesses qui montre combien les idées réactionnaires ont encore beaucoup de poids. Je suppose, je suis même certain qu'il y a des gens qui ont défendu le vote des femmes dans le Conseil National de la Résistance.

Comme la règle était l'unanimité évidemment, cela n'est pas passé parce qu'un certain nombre de formations ne voulaient pas.

Cela va donner lieu à la désapprobation du Comité Français de Libération Nationale à Alger.

De Gaulle commence à prendre des distances. Il avait été prévu de remettre le programme seulement au Général de Gaulle à la Libération de Paris.

Mais de Gaulle n'en veut pas. Il dit qu'il ne veut pas d'une nouvelle République, il déclare que la troisième République n'est pas terminée, qu'elle n'a jamais cessé d'exister.

Il s'efforce de minimiser le programme du Conseil National de la Résistance et il va trouver rapidement, notamment dans l'Assemblée consultative puis après dans l'Assemblée Nationale l'appui du nouveau parti qui s'est constitué et que l'on appelle le MRP issu du petit Parti Démocrate Chrétien dont Bidault était le Président après l'assassinat de Jean Moulin.

C'est Bidault qui devient Président du Conseil National de la Résistance.

Bidault a été un résistant, ce n'est pas ça qui est en cause mais il s'aligne très rapidement sur la droite.

Quand on relit les débats de l'Assemblée Consultative ou même de l'Assemblée Nationale sur les grandes réformes, nationalisations, sécurité sociale, etc., l'opposition notamment à l'Assemblée Consultative vient souvent de députés MRP.

Alors finalement des compromis se font mais toutes ces grandes réformes qui vont être introduites sont déjà marquées au départ par l'introduction de dispositions qui se révéleront des périls et qui sont dues pour l'essentiel au MRP allié à la droite.

Le MRP a certes la possibilité de se revendiquer comme un mouvement de résistance issu de la Résistance. Il l'est incontestablement mais il en représente une des tendances les plus réactionnaires et qui sera le plus manipulé par la droite.

Vous savez, à un moment donné, la conjonction entre le RPF, le Rassemblement, le Parti Gaulliste et le MRP est très forte en France et cela va marquer les textes qui vont sortir même si au total ils sont positifs et vont trouver leur concrétisation dans les changements économiques et sociaux de la Libération.

Pour comprendre l'importance de ces changements, il faut penser que la question primordiale qui paraît peut-être aujourd'hui un absolu excessif, c'est de relever économiquement la France car le pays a subi l'occupation, les amputations, les politiques du patronat qui n'a pas investi, qui a laissé vieillir l'appareil de production. Le relèvement économique justifiera ce qui s'appellera la bataille de « la production » conduite essentiellement en France par le Parti Communiste et par la CGT.

Vous savez, il y a un discours célèbre de Frachon devant les métallurgistes parisiens qui est un appel très intelligent à la bataille de la production, qu'il ne sépare pas. Il insiste beaucoup sur le fait. Je crois que ça correspond à la réalité, qu'il n'y aura pas de relèvement du niveau de vie, de transformations sociales françaises auxquelles les gens aspirent après les quatre années de souffrance s'il n'y a pas en même temps, un relèvement de la production.

Alors les nationalisations sont aussi un des moyens qui va le faciliter.

Vous savez, le grand problème du lendemain de la Libération, c'est le problème de l'énergie. Il en faut pour faire marcher les chemins de fer, il faut du combustible, il faut du charbon ou de l'électricité. Le problème de l'énergie est donc décisif.

Alors les nationalisations de la Libération, on comprend qu'elles vont d'abord toucher les charbonnages, les compagnies d'électricité et de gaz. Il y aura d'autres nationalisations qui seront pour partie, des nationalisations sanctions : la nationalisation de Renault par exemple, celle de Air France, des grandes banques de dépôt et de plusieurs compagnies d'assurance. Nous y reviendrons cet après-midi.

En 1947, à l'issue des nationalisations, le secteur public compte un million cent cinquante mille salariés. Ce n'est pas beaucoup finalement dans la population active. Je dis ce n'est pas beaucoup, pourquoi ? On a représenté à l'époque la nationalisation comme une opération monstrueuse de socialisation qui allait tuer les petites entreprises. Ce n'est pas vrai.

Ça concerne des secteurs décisifs. La nationalisation des banques et des assurances, c'est pour avoir un certain contrôle de l'investissement.

C'est aussi la création du Plan prévue dans le programme du Conseil National de la Résistance qu'il faut financer.

Il ne suffit pas de faire un Plan sur le papier, il faut aussi lui donner les moyens d'exister.

Personnellement, je crois que la création essentielle notamment du point de vue social de l'époque, c'est celle de la Sécurité Sociale parce que c'est le principal élément qui, complété ultérieurement par l'établissement de Régimes Complémentaires de Retraite et d'Assurance Chômage, va permettre un changement du niveau de vie, une sécurité plus grande de l'existence.

Aujourd'hui, les jeunes quand ils ne sont pas politisés considèrent que la Sécurité Sociale qu'ils ont trouvée dans leur berceau, c'est quelque chose d'acquis, qui a toujours existé.

Bien sûr, ils n'ignorent pas tout à fait qu'elle a subi des amputations mais en fait je crois que cette intériorisation de la Sécurité Sociale et bien, c'est l'indice de sa réussite et de son importance.

Les forces du patronat ne s'y attaquent pas directement tout de suite, ils attendent un peu de temps avant de mener une offensive continue mais ils attendent un petit délai parce que la Sécurité Sociale est populaire.

On doit mettre aussi au compte de la Résistance et du Programme, l'instauration des Comités d'Entreprise qui sera l'objet d'une bataille terrible.

C'est Croizat à l'Assemblée Nationale, soutenu d'ailleurs par quelqu'un dont le nom a été un peu oublié qui est Georges Buisson, Secrétaire de la CGT à l'époque (c'est l'ancien Secrétaire Général de la Fédération des Employés). C'est un réformiste, mais c'est un réformiste conséquent, c'est un réformiste intelligent. Il a compris beaucoup de choses. Sa femme a été décapitée pendant l'occupation, ce qui joue quand même un certain rôle ! Georges Buisson travaillera avec Croizat main dans la main comme Président de la Commission des Affaires Sociales.

Il aura un mal fou pour s'opposer aux tentatives du MRP, par exemple contre la Sécurité Sociale notamment pour en disjoindre le régime familial ce à quoi semble revenir le MEDEF.

Il y a plein de nombreuses attaques sur les Comités d'Entreprise. Il faudra attendre une seconde loi pour que les Comités d'Entreprise reçoivent le statut qu'ils ont aujourd'hui.

Le premier statut était très médiocre. Il était un pas en avant mais il fallait faire plus d'un pas pour donner une certaine compétence en ce qui concerne les attributions économiques des Comités d'Entreprise.

A la limite, les patrons n'aimaient pas que les Comités d'Entreprise gèrent les œuvres sociales. Les œuvres sociales, c'était la base du « paternalisme social ».

Ces luttes sont assez mal connues parce que ce sont des luttes dont il y a des échos dans l'opinion publique mais qui se mènent surtout dans le gouvernement ou dans les assemblées.

Vous savez, pour faire nationaliser EDF, Marcel Paul a eu beaucoup de mal. Il y a un livre qui raconte tout cela, c'est très intéressant. Il était ministre de la production industrielle ; c'était donc le ministre de base pour la signature des lois de nationalisations d'EDF. Alors lui a signé, il a fait signer (je ne sais pas comment il s'y est pris, il ne l'a pas raconté) il a fait signer Ramadier qui était Président du Conseil mais il n'a pas obtenu la signature d'un certain nombre d'autres ministres.

Mais EDF et GDF ont été quand même nationalisés. C'est un mouvement d'audace terrible. Il avait évidemment l'appui massif des gaziers électriciens, l'appui de la CGT, l'appui du Parti Communiste, l'appui d'une partie des militants socialistes qui étaient nombreux à EDF et ils sont restés à la CGT parce qu'ils étaient fiers d'avoir concouru à cette nationalisation.

Elle était tout à fait décisive, je ne reviens pas là-dessus, je l'ai dit il y a un instant à propos du problème de l'énergie. Je crois que dans l'impact du programme, il faut mettre incontestablement le statut des fonctionnaires qui est une grande chose avec les règles qu'il apporte même si lui aussi comme d'autres statuts, d'autres institutions ont été singulièrement écornés.

Avec les divers progrès sociaux il s'est ainsi créé ce « modèle social » et une dynamique qui va permettre une certaine démocratisation et le développement des forces productives en France.

Le relèvement de la France sera relativement rapide. Il ne s'est pas fait en un jour mais en deux ou trois ans. C'est un fait qui frappe les historiens contemporains. Ce qui est caractéristique, c'est qu'il y a eu des mises en cause tout au long de l'histoire qui nous sépare de la Libération notamment après le « tournant américain de 1947 », le changement de la composition du gouvernement, le Plan Marshall, la guerre froide.

Tout cela a conduit à des amputations dommageables de la Sécurité Sociale et des attaques constantes développées par de multiples rapports officiels.

Même chose avec les privatisations ; on reculait mais on n'en était pas arrivé à la période actuelle.

Elle constitue un grand tournant. Je ne suis pas sûr que l'on s'en soit rendu compte immédiatement.

Un tournant m'a beaucoup frappé. C'est quand le patronat s'est changé en MEDEF.

C'est un signe, quand ils changent l'organisation patronale avec les mêmes forces au pouvoir c'est à dire les gros les grands, les plus réacs.

Ça a été vrai en 1936, quand ils ont préparé la revanche, la Confédération Générale de la Production Française, CGPF, n'a pas changé de sigle mais elle a changé de nom.

Elle s'est appelée la Confédération Générale du Patronat Français. Pourquoi ? Pour marquer l'importance de la fonction patronale, c'est très caractéristique

Ce sont des constatations que l'on fait après mais on les fait rapidement parce que cela a été la réaction sur toute la ligne. Et bien je crois que la création du MEDEF répond à la même stratégie. De même, la transformation à la Libération de la CGPF en CNPF car la Confédération Générale de la Production Française n'existe plus. Elle a été dissoute pour laisser sa place. De toute façon le patronat est complètement discrédité. Tellement discrédité qu'il va prendre beaucoup de précautions pour constituer le CNPF.

D'ailleurs, le gouvernement l'y incite. Et à un moment au cours des négociations lorsque les patrons en veulent un peu trop, de Gaulle mécontent leur aurait dit : « Messieurs, je n'en ai pas vu beaucoup d'entre vous à Londres ». Cela explique aussi les précautions qu'après la Libération le CNPF doit prendre pour promouvoir sa véritable politique c'est-à-dire une régression sociale.

Quand s'est constitué le MEDEF, il a placé à sa tête le Baron de Seillière. A lui tout seul, le Baron est tout un symbole. Les Seillière, ce sont les de Wendel : la mère de Seillière était née de Wendel, famille qui a joué un grand rôle dans l'histoire du capitalisme français et des organisations patronales.

De Wendel était un homme des deux cents familles. Le père, également Baron de Seillière dirigeait la banque des de Wendel.

Donc, le Baron de Seillière, placé à la tête du MEDEF était un aristocrate qui pesait dans les grandes affaires capitalistes.

Et qui prend t'il comme numéro deux ? Et bien il prend Kessler, qui est un universitaire qui est l'idéologue, et dans une certaine mesure, le penseur des opérations patronales. La création du MEDEF c'est un signe important. C'est le signe que l'on est bien entré dans une nouvelle période.

Même s'ils ne peuvent pas agir tout de suite, ils essaient, ils font des choses mais ils ne peuvent pas déclarer immédiatement une offensive réactionnaire.

Et bien je crois qu'ils ont voulu les faire avec Sarkozy. Sarkozy, dans une certaine mesure, c'est l'enfant du MEDEF.

Ce n'est pas un hasard, la fameuse interview que vous connaissez, rappelée dans l'invitation à cette réunion. la déclaration au journal Challenges de Kessler est significative. Que dit Kessler ?

Il dit : la politique sarkozienne elle paraît toucher à tout, sans cohérence. En fait, Kessler nous dit c'est cohérent.

C'est cohérent et la cohérence réside dans la mise en œuvre du modèle social sorti de la Résistance même si celui-ci a été écorné. Et bien je pense que c'est tout à fait vrai.

Et Sarkozy qui n'hésite pas dans sa propagande à utiliser les références historiques (il a cherché à se dédouaner de cette appréciation) A son tour, il a évoqué le Conseil National de la Résistance en affirmant à Bordeaux, il y a quelque temps : «Ceux qui ont trahi l'héritage du Conseil National de la Résistance, ce sont ceux qui depuis des décennies ont refusé toute réforme».

Alors on sait, le mot «réforme», c'est le mot le plus galvaudé, le plus trahi, le plus mis à toutes les sauces du vocabulaire français.

Il disait «refuser toute réforme» par lâcheté politique ou par opportunisme.

Dans la bouche de Sarkozy comme manipulation de langage c'est tout à fait admirable. Ceux qui ont trahi l'héritage du CNR seraient ceux qui pendant des décennies ont bien soigneusement dissimulé aux français qu'ils finançaient leur système de protection sociale à coup de déficits.

On a donc protégé les français à crédit sans le leur dire et de dénoncer les responsables.

Les responsables et bien qui sont ils ? Ce sont donc les fraudeurs, les coupables ! Et je crois que cela montre l'actualité fondamentale du programme du CNR.

Actualité fondamentale, cela ne veut pas dire qu'il faut refaire exactement la même chose, mais que les fondements, j'insiste sur cette signification, les fondements demeurent les mêmes.

Les fondements majeurs du programme de la Résistance, c'était la mise en question du capital.

On peut le mettre en question de plusieurs manières. Les mesures de 1944 ne sont plus aujourd'hui suffisantes même en leur redonnant leur plein caractère opérationnel. Il faut aller plus loin et ceci car nous sommes aujourd'hui dans la crise. A partir de 1966, les économies capitalistes sont entrées dans un nouveau cycle long. La croissance ralentit dans la plupart des pays capitalistes avec notamment des récessions en 1965, 1974, en 1980, 1982 en même temps que de fortes aspirations se révèlent naissant de l'insatisfaction

des besoins sociaux. Je crois qu'un des éléments caractéristiques de la situation présente c'est, même si elle est masquée y compris par les difficultés immédiates, c'est l'importance des besoins sociaux non satisfaits.

Je crois que ceci représente des transformations essentielles dans de nombreux domaines et appelle des changements y compris dans le domaine de l'écologie.

Je pense qu'il ne faut pas sous estimer les périls qu'encoure la planète.

Cela fait partie des nouvelles réponses, ce sont bien de nouveaux besoins qui n'existaient pas ou qui n'étaient pas perçus il y a 70 ans.

La crise actuelle du système, c'est une crise structurelle, systémique, ce n'est pas une « mauvaise » conjoncture.

Vous savez, on s'attend vraisemblablement à de nouvelles crises autour du pétrole.

C'est prévisible, mais le pétrole ce sera un supplément dans la crise systémique, il ne faut pas s'y tromper Ce n'est pas, même en bloquant le prix du pétrole, que l'on jugulera la crise.

Le monde a besoin d'être réorganisé. La montée dans le monde des pays émergents, c'est une nouvelle donne de la situation à laquelle les mouvements progressistes doivent s'adapter.

Nous ne sommes plus seuls, en même temps on est complètement dans l'erreur si au nom d'une Europe dont les effets sont négatifs de dire qu'il n'y a pas de problème européen ni d'horizon européen.

Si, il y a un problème européen parce que nous sommes à l'heure des grands ensembles. Nous sommes à l'heure de la Chine, de l'Inde, à l'heure du Brésil et l'Europe est potentiellement une grande puissance, mais elle a un besoin urgent de devenir progressiste.

Et c'est un combat dont je trouve pour ma part qu'il n'apparaît pas suffisamment y compris dans le débat électoral actuel ou bien il apparaît d'une manière biaisée. En tout cas, je crois qu'il est clair qu'il faut faire de profondes transformations en Europe et dans le monde.

La crise est mondiale et requiert aussi des mesures au niveau mondial, comme au niveau de l'Europe.

Il est nécessaire de plaider en faveur d'une nouvelle coopération avec les autres pays qui implique la maîtrise de la BEI (Banque Européenne d'Investissements)

On ne s'en sortira pas autrement. L'isolement n'a jamais résolu les problèmes tel que le préconise un certain nombre de gens dont le Front National.

C'est une impasse si l'on veut satisfaire des besoins qui ne cesseront de monter et qui sont déjà considérables ; aujourd'hui, personne ne le nie.

La grande pauvreté est un phénomène tout à fait nouveau. La pauvreté était en voie de régression. Aujourd'hui elle continue à augmenter, elle va s'aggraver provoquant des tensions de toutes natures y compris de celles qu'on ne peut pas imaginer. Il faut dépasser le stade de l'indignation.

Le stade de l'indignation, moi j'ai salué le mouvement des Indignés. Je trouve que c'est le début d'une prise de conscience mais il ne faut pas en rester là. Si on en reste là et bien, il ne se passera rien. On restera «indigné» et on ira pleurer chacun dans notre coin.

Dépasser le stade de l'indignation c'est agir pour concrétiser en revendications précises, en actions, les demandes sociales nouvelles, avoir de l'audace au risque d'ailleurs, si nous ne le faisons pas, de laisser place au populisme.

Ce que l'on peut redouter, c'est le populisme de droite, le populisme du Front National et ou de l'UMP.

On peut quand-même être frappé de la montée d'un populisme très réactionnaire dans toute l'Europe.

Alors, si l'on veut éviter, qu'il ne débouche sur des épreuves, il faut agir sur des revendications mobilisatrices en s'attaquant aux contenus.

Pendant la Résistance, (cela aussi, il ne faut pas oublier) un des mérites de la CGT, un des mérites de Frachon en particulier a été de dire que la lutte pour le bifteck n'était pas dépassée. Alors on pouvait penser qu'il y avait des choses plus importantes à faire mais la lutte pour le bifteck était aussi très importante car elle est souvent le début de prises de conscience qui conduisent à des évolutions plus importantes de la conscience sociale.

On peut penser que tout cela c'est difficile. Cela sera difficile, il ne faut pas se le cacher.

Est-ce une tâche démesurée ? Et bien, moi, je considère que l'exemple de la Résistance encourage à penser raisonnablement, sans se raconter d'histoires, que d'autres solutions de progrès sont aujourd'hui possibles.

Le mot de programme, j'aurais pu ne pas le dire mais c'est assez curieux que dans l'histoire, les textes de ce type soient appelés programme par la gauche et manifeste ou déclaration par la droite. Alors, cela n'a pas une grande importance, ce qui compte, c'est le contenu mais c'est quand même intéressant de remarquer que la terminologie n'est jamais neutre.

Quand on fait de l'histoire ou quand on s'intéresse à l'histoire je crois qu'il faut y faire attention.

Les gens n'emploient pas toujours les mots ou les mêmes mots ou emploient les mêmes mots avec des intentions de livrer un message.

Au fond, les mots, tous les mots, sont plus ou moins chargés d'idéologie. Je fais d'ailleurs de la publicité pour l'Institut d'Histoire. Il a publié une petite brochure qui s'appelle «Lucide».

Ils ont pris quelques mots, pour en montrer véritablement le sens ou le sens déformé.

C'est une caractéristique de la période. Sarkozy tord les mots. De la même manière qu'ils ont essayé de récupérer Guy Moquet, ils récupèrent aussi des mots.

Le mot de réforme, Sarkozy l'a tous les jours dans la bouche, il dit : «le vrai réformateur c'est moi, les autres, vous êtes des réformateurs réactionnaires ».

Il y a une bataille autour des mots et je crois que les batailles sur l'histoire elles se font souvent autour de mots.

Les autres questions sur ce que j'appelle le programme de travail de l'Institut, je crois qu'il y aurait probablement à approfondir le comportement des banques et des organisations patronales de notre secteur pendant l'occupation.

On sait des choses mais on peut approfondir. Il y a des travaux qui se font, plus que je ne croyais d'ailleurs et là on trouverait la réponse à un certain nombre d'interrogations.

Ce n'est pas par hasard s'ils ont fait un certain nombre de choses, s'ils ont eu tel comportement aux lendemains de la Libération, ce n'est pas par hasard s'ils se sont projetés ensuite dans l'avenir d'une manière différente.

Les nationalisations-sanctions

Les nationalisations-sanctions j'en viens à ça, les nationalisations-sanctions, ce sont des nationalisations prises à l'encontre des collaborateurs. Le symbole de tout ça, c'est Renault. C'est Louis Renault qui a collaboré jusqu'au bout, transformant même les usines Renault qui produisaient jusqu'alors des automobiles en fabriques non seulement de véhicules militaires mais de matériel encore plus destructif que les camions. Il y a eu également Berliet.

Alors les nationalisations-sanctions ce sont des nationalisations qui ne s'inscrivent pas directement dans une stratégie économique. Elles visent des entreprises qui ont un certain poids. Renault, Berliet, les sociétés d'aviation, c'est cela qui a été aussi nationalisé.

En même temps ce sont des réponses à un mouvement qui a lieu dans le pays.

Que constatons-nous au lendemain de la Libération ? Il y a des entreprises notamment dans la région marseillaise, dans le midi, qui sont purement et simplement occupées, réquisitionnées par les salariés qui manifestent. Les patrons ne peuvent pas s'y opposer.

Ils sont tellement discrédités que leur seule préoccupation c'est de foutre le camp et de placer leur argent en Suisse ou aux Etats Unis.

Alors contre ces occupations, ces expropriations de fait (il y en aura plusieurs dans la région marseillaise) le Commissaire de la République, Raymond Aubrac, probablement l'un des hommes le plus à gauche parmi les Commissaires de la République, les laisse faire.

Mais de Gaulle lui ne peut pas les supporter, c'est évident.

De Gaulle qui est déjà nous l'avons vu très réticent pour donner des pouvoirs médiocres aux Comités d'Entreprise, il ne peut pas admettre les réquisitions et les nationalisations présentées comme des sanctions.

Ça va être aussi le moyen de répondre politiquement à cette revendication qui existe notamment dans les entreprises dont les patrons sont plongés dans la collaboration jusqu'au cou.

Les nationalisations-sanctions on peut penser que c'est l'expression d'une colère populaire que le gouvernement de l'époque est obligé de transformer en décisions législatives.

Alors vous avez vu que c'est quand même assez scandaleux que ces derniers temps, les héritiers Renault relèvent la tête. C'est encore plus beau que les histoires de l'Oréal mais ce n'est pas tout à fait les mêmes gens encore que pour l'Oréal, il y aurait beaucoup à dire sur son comportement

fascisant avant-guerre et dans la collaboration. Je ne rends pas cette vieille dame personnellement responsable mais enfin quand on est héritier, on est héritier de tout.

J'appelle, c'est mon langage à moi, j'appelle nationalisations sociales démocrates celles qui donnent une forme juridique nouvelle à la propriété d'une entreprise.

Elle est nationalisée, elle est devenue une entreprise le plus souvent de fait sous le contrôle de l'Etat ou de la Haute Administration.

Vous savez, moi j'ai connu, j'ai été administrateur d'entreprises nationalisées et bien les pauvres administrateurs dont j'étais, ils avaient le droit de dire tout ce qu'ils voulaient mais ce n'est pas ce qu'ils disaient qui comptait. Ce qui comptait c'est essentiellement les instructions ou les indications qui étaient transmises dans le Conseil d'Administration ou en dehors du Conseil d'Administration par les administrateurs de l'Etat.

Les « nationalisations sociales démocrates » sont des nationalisations étatiques. Elles se proposent d'utiliser dans une certaine mesure les nationalisations pour faire des opérations économiques mais elles n'ont pas le souci de changer les rapports de force entre les classes sociales, elles n'ont pas pour objet de changer fondamentalement la politique économique.

Au fond, on donne l'enveloppe « nationalisée » pour continuer à faire la même chose.

Vous savez, les nationalisations, si on les regarde d'une certaine façon, avec la mainmise de l'état notamment avec la IVème République et bien, elles ont fonctionné et fonctionnaient très bien pour le service du capital. A la limite, des nationalisations, vous savez, il n'y en n'a pas eu qu'en France.

La Grande Bretagne a pas mal nationalisé sous l'impulsion des travaillistes qui étaient très «nationalisateurs» après la guerre mais essentiellement parce que c'était un bon moyen de renforcer le capital britannique.

Alors ce qui fait la différence entre nationalisations démocratiques et les autres nationalisations de type sociales démocrates, c'est essentiellement pour qui elles tournent, quels intérêts elles servent et alors là, on voit très rapidement les clivages et il faut bien dire que les nationalisations françaises (c'est d'ailleurs ce qui a pu contribuer à rendre le mot d'ordre de nationalisation un peu ambigu) eh bien, elles ont été mises assez rapidement au service du grand capital.

Vous savez, il n'y avait pas de grande différence entre «nationalisé» et privé, par exemple entre ce qui se passait à l'UAP (devenu Axa) ou ce qui se passait à Allianz.

Je parle à la fois du comportement à l'égard du personnel et de leur stratégie économique disons mondiale (car cela joue à cette échelle) alors c'est là tout ce qui fait la différence. Au fond, les nationalisations peuvent avoir un contenu différent.

Avant guerre, le Parti Communiste critiquait les nationalisations et c'est seulement à la faveur donnée de l'exemple des possibilités, des virtualités, en partie réalisables qui se sont montrées avec la Libération qu'il est devenu le plus chaud partisan de nationalisations démocratiques.

Alors, on ne parle plus aujourd'hui de «nationalisations démocratiques».

Mais moi, j'en parle toujours parce que je pense aux autres, à celles qui ont lieu. La distinction n'est pas mince.

Au sujet du Plan.

A mon avis, dans Plan il y a aussi vision d'avenir. Dans certains cas, elle est parfaitement réactionnaire mais ça veut dire que pour aller vers l'objectif (éventuellement en reculs qu'on veut opérer) on veut procéder par étapes successives.

Mais je crois que si un plan succède toujours à un autre, ce n'est pas par hasard.

1958, l'Assurance chômage. Oui, 58, c'est l'arrivée du gaullisme. De Gaulle a besoin de quelque chose et en même temps ils veulent faire en dehors de la Sécurité Sociale parce que le patronat le veut et il n'a rien à refuser au patronat. Deuxième chose, en 1958, il n'y a pas beaucoup de chômage.

Au fond, je ne suis pas sûr qu'ils auraient fait l'Assurance chômage dans un contexte où celui-ci représente 10% de la population active.

Vous savez, durant cette période des années 50, on pense que les crises n'existeront plus jamais.

Le discours que nous entendions à cette époque, c'était : « la crise, c'est fini grâce à la planification, grâce au keynésianisme, nous maîtrisons la situation ».

Certes, il peut y avoir des petits moments où il y aura une petite pointe de chômage.

Le mouvement économique ne se développe pas d'une manière linéaire mais ce seront de petites choses. Il y a eu en apparence une situation qui pouvait accréditer que les grandes crises de type systémique, de type structurel, comme celle que nous connaissons actuellement, c'était du passé.

Vous savez, la crise de 29 avait été tellement forte dans le monde (en France, plutôt moins que dans d'autres pays) que l'on s'en croyait débarrassé ou on croyait que c'était un «accident de l'histoire» que cela n'aurait plus jamais lieu, qu'on avait découvert des nouvelles méthodes de gestion de l'économie qui allaient nous protéger contre tous les risques. Ce n'est pas vrai.

Au fond, c'est pourquoi je crois que l'origine de l'Assurance chômage s'inscrit dans ce cadre.

FO était présente dans la Sécurité Sociale. Ils étaient très présents dans les caisses de Sécurité Sociale et ce dès l'origine. Alors qu'ils aient voulu des accords pour valider l'idée de la politique contractuelle et en 1958 qu'ils soutiennent la création de l'Assurance chômage, sûrement.

Mais ils étaient très présents dans les CA des caisses de Sécurité Sociale. Ça ne chasse pas l'idée qu'ils aient voulu une Assurance chômage distincte de la Sécurité Sociale, ça validait l'idée de la politique contractuelle qui est une pièce centrale de l'idéologie de FO.

La CFTC elle, est représentée au Conseil National de la Résistance.

Son président à l'époque c'est Gaston Tessier Elle a été résistante, ce n'est pas cela qui est en cause.

La CGT est représentée au CNR par Louis Saillant. Il est le représentant de la tendance majoritaire.

Ce n'est pas anormal qu'il la représente et il la représentera jusqu'au bout.

D'ailleurs, on le sait, Saillant condamnera la scission, restera à la CGT, deviendra Président de la Fédération Syndicale Mondiale et jouera à cette époque un rôle très positif.

Il sera le dernier président du CNR et il fera beaucoup après la Libération pour que soient connues, soient respectées les idées de la Résistance.

C'était un homme sur bien des points très convaincu, très admirable, un véritable syndicaliste. Il était né dans une famille de syndicalistes, son père était le Secrétaire d'une Union départementale de la CGT et il était vraiment né dans le mouvement syndical.

Les accords de réunification de la CGT, les accords du Perreux ont été signés dans une maison qui appartenait à son beau-père.

Je veux dire que Saillant est intimement lié à l'histoire de la CGT.

J'ai personnellement un immense respect pour Saillant qui a joué un rôle extrêmement positif à la fois dans la Résistance et pour l'unification de la CGT.

S'il signe les accords du Perreux, il les signe comme représentant de Jouhaux car ce dernier n'a alors pas la possibilité de pouvoir le faire. Il est en prison sous surveillance étroite des allemands.

C'est une personnalité dont on a un peu oublié le nom. C'est à la fois normal, naturel mais c'est aussi utile de saisir toutes les occasions pour rappeler que c'était un grand honnête homme et un syndicaliste conséquent.

Les femmes dans la Résistance

Il est certain que dans les mouvements de résistance il y avait des femmes. Elles occupaient par exemple les fonctions d'agent de liaison, les fonctions de faire du renseignement sur les objectifs militaires.

Ceci dit, il s'est passé ce qui se passe dans la société jusqu'à présent, chaque fois qu'il fallait choisir quelqu'un et bien on choisissait un homme. Tous les mouvements de résistance l'ont fait.

Ça veut dire que dans le CNR, il n'y a eu que des hommes mais c'est la traduction du retard des idées dans la société française, ce n'est pas étonnant, ce n'est pas une surprise.

Ce n'est pas étonnant non plus qu'ils n'aient pas proposé le vote des femmes à la Libération.

C'est un retard particulièrement français, il faut le dire, car nous sommes quand même parmi les derniers à avoir établi le vote des femmes.

Il y a des femmes qui ont joué un grand rôle dans la Résistance. Je m'honore d'en avoir connu quelques unes. Je pense à Marie Claude Vaillant Couturier qui était d'ailleurs la femme de Pierre Villon et je pense à une secrétaire de notre Fédération. Il s'agit de Hélène Mabillet qui, très jeune a été déportée à Auschwitz parce qu'elle avait distribué des tracts. Secrétaire de la Fédération

des Employés et ensuite, Secrétaire Générale de la Fédération du Commerce, membre du CE de la CGT.

Elle a connu plusieurs années de déportation. Je cite cet exemple pour illustrer ma pensée.

Il est clair qu'il y a des livres qui parlent de la Résistance des femmes. Ils montrent que des femmes ont vraiment accompli des missions extrêmement importantes et difficiles dans la Résistance.

Quelques unes l'ont payé de leur vie et la Résistance n'a pas été seulement une affaire d'hommes.

Le programme du CNR avant d'être adopté a été discuté dans les directions de chaque mouvement.

Or dans les directions des mouvements, il y avait des femmes.

Il y a Marie Madeleine Fourcade dans la région parisienne, une gaulliste, membre du Comité Parisien de Libération. Mais il y en a d'autres. Il y a indiscutablement une présence des femmes, alors savoir le rôle exact qu'elles jouent dans l'adoption d'un programme, c'est très difficile car à l'évidence, il n'existe pas de procès verbaux. Cela aurait été imprudent.

Il y a eu quand-même de très grandes résistantes et elles l'ont marqué aussi probablement par des actes.

La fin et la dissolution du CNR

Le CNR, je ne sais pas s'il a été juridiquement dissout mais comme il n'avait pas vraiment d'existence juridique ce n'est pas très grave.

Vous savez, le CNR préconisait la création de Comités Locaux de Libération. Il y en a eu dans la période qui a suivi ; Saillant a beaucoup payé de sa personne avec d'autres pour que ces Comités de la Libération puissent exister, puissent manifester et avoir une action mais c'était très difficile.

Le Comité Parisien de la Libération par exemple a joué un grand rôle à la fois dans la Libération et dans la part que prendra André Tolle qui sera Secrétaire de la CGT et aussi par l'influence qu'il a eue sur l'opinion publique.

Mais il y a un processus, on ne peut pas en parler dans les détails, qui va contribuer à étouffer toutes ces voix et tout le climat de la Libération : c'est l'entrée dans la guerre froide.

C'est vraiment un retournement de situation. Vous savez, on ne s'en rend pas forcément compte aujourd'hui. Il n'y a pas un jour «j» du retournement. Ça se fait insensiblement en quelques semaines, en quelques mois. Cela se manifeste notamment au niveau des journaux.

D'abord les journaux qui étaient nés dans la Résistance, plusieurs disparaissent.

Il y en a un qui s'appelait Combat qui va durer un petit peu de temps ; Libération, première manière est le journal d'Astier de la Vigerie un grand résistant, progressiste mais il va aussi disparaître un moment pour renaître avec une nouvelle direction et une orientation un peu différente.

Ce qui veut dire que la fin de la Résistance au fond, on ne peut pas la dater.

Moi, je prétends que dans une certaine mesure, elle continue aujourd'hui.

La preuve, c'est comme celle du pudding. La preuve du pudding c'est qu'on le mange, la preuve de la Résistance, c'est qu'aujourd'hui encore, on l'attaque. Et il n'y a qu'à voir Sarkozy et Kessler.

Ce sont des idées qui aujourd'hui ont constitué l'acquis ainsi que son exemple.

Pas seulement de courage, de lutte etc... mais aussi l'exemple dans la proposition, l'exemple programmatique, l'exemple dans la manière de penser la société.

Je crois donc que dans une certaine mesure, la Résistance n'est pas finie et même si elle n'a pas de fin juridique, elle n'a pas de fin dans son existence sociale, idéologique.

L'Histoire Sociale

Une autre remarque, l'Histoire Sociale est particulièrement méconnue, elle est maltraitée.

Si la CGT s'est décidée à faire un IHS, c'est pour toutes ces raisons.

C'est parce que ce que ne fait pas le système d'Education Nationale, ce que ne font pas les sociétés dites savantes, et bien il faut bien que quelqu'un le fasse et s'agissant de l'Histoire Sociale, c'est un devoir de la CGT que de la faire ou d'y contribuer. (Nous avons évidemment des universitaires qui travaillent d'ailleurs avec nous).

Après les journées d'étude que l'IHS / CGT a organisées sur le Front National (c'est peut-être une autre dimension évidemment) et bien, je suis assez convaincu que la direction de la CGT, en tout cas, c'est la pensée de son actuel Secrétaire Général est disposée à accorder beaucoup d'importance à l'Histoire Sociale y compris dans les programmes de formation de la CGT où par rapport à une certaine époque elle semble avoir reculé.